



ARRÊTÉ MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE MORILLON N° 122/2022
PORTANT AUTORISATION DE TRAVAUX ET ARRÊTÉ DE POLICE DE LA CIRCULATION SUR
MORILLON – CHEMIN DU FRONT DE NEIGE

Le Maire de la commune de Morillon,

VU le Code de la Route et notamment son article L411-1, définissant les pouvoirs des Préfets, des Présidents de Conseils Départementaux et des Maires,

VU l'article L. 131-3 du Code de la Voirie Routière,

VU l'arrêté du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation des routes et autoroutes, modifié,

VU l'article L2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les articles L2213-2 et L2212-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'arrêté n°80/2016 du 29 novembre 2016 réglementant l'utilisation des poteaux incendie,

VU la demande en date du 10/10/2022 de l'entreprise AXIMUM GES RHIN RHONE ALPES sise TSA 70011 Chez Sogedata – 69134 DARDILLY CEDEX représentée par PENT Jérôme, pour effectuer des travaux de création d'un site de contrôle d'accès par borne escamotable, chemin du Front de Neige à Morillon ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de réglementer la circulation afin d'assurer la sécurité des usagers au niveau de la rue ci-avant visée, afin que l'entreprise AXIMUM GES RHIN RHONE ALPES puisse intervenir pour réaliser les travaux de création sur un site de contrôle d'accès par borne escamotable ;

ARRÊTE

- Article 1 :** La société AXIMUM GES RHIN RHONE ALPES est autorisée à réaliser les travaux de création sur un site de contrôle d'accès par borne escamotable sur le chemin du Front de Neige, comme indiqué sur le plan annexé, à compter **du lundi 31 octobre 2022 pour une durée de 5 jours calendaire.**
- Article 2 :** La circulation et le stationnement seront interdits pendant toute la durée des travaux. La route sera barrée chemin du Front de Neige (comme indiqué sur le plan ci-dessous en vert). Une déviation sera mise en place en passant devant le poste de secours (comme indiqué sur le plan ci-dessous en jaune)
- Article 3 :** L'entreprise AXIMUM GES RHIN RHONE ALPES a la responsabilité de la signalisation réglementaire de son chantier qui devra être conforme aux prescriptions en vigueur et aux préconisations contenues dans le manuel du chef de chantier, voirie urbaine, volume 3, édition 2011, réalisé par le CEREMA, de sa mise en place et de son maintien pendant toute la durée du chantier. Elle sera tenue responsable de tous les accidents pouvant survenir du fait des travaux.
- Article 4 :** L'entreprise doit assurer la propreté de la voie communale à proximité du chantier par tous moyens permettant le balayage et /ou le lavage de la route.
Toute prise d'eau sur poteau incendie est interdite.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification et le cas échéant de sa transmission au représentant de l'Etat.

Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de son auteur dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Dans cette hypothèse, le délai du recours pour excès de pouvoir est de deux mois à compter de la réponse explicite de l'auteur ou de la réponse implicite de l'auteur, laquelle intervient deux mois après le recours gracieux.

Article 6 : Monsieur le Maire de Morillon est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera adressée à :

- ☞ Monsieur l'adjutant-chef de la gendarmerie de Taninges-Samoëns,
- ☞ Monsieur le Chef du CERD Taninges-Samoëns
- ☞ Monsieur le Chef de centre de secours de Samoëns,
- ☞ L'entreprise AXIMUM GES RHIN RHONE ALPES
- ☞ Grand Massif Domaine Skiable
- ☞ Le Responsable des Services Techniques de la Commune de Morillon,
- ☞ Le Policier Municipal de Morillon,
- ☞ Registre arrêté,
- ☞ Affichage mairie.

Fait à Morillon, le 13 octobre 2022

Le Maire,
Par délégation, le 1^{er} Conseiller municipal délégué
chargé des travaux, des bâtiments, de la voirie et
des services techniques

Jean-Philippe PINARD



Notifié le :

Affiché le :

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 modifiée par la loi 96-142 du 21/02/1996 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la mairie ci-dessus désignée.

